

الصفحة 1 7	<p>الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا الدورة الاستدراكية 2015 - الموضوع -</p>	<p>المملكة المغربية وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني المركز الوطني للتقويم والامتحانات والتوجيه</p>
	RS 52	

3	مدة الإنجاز	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة
6	المعامل	شعبة علوم الاقتصاد والتدبير: مسلك علوم اقتصادية	الشعبة أو المسلك

Les pages 6 et 7 sont à rendre obligatoirement avec la copie
L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée
Pour les calculs, reprenez deux chiffres après la virgule
Évitez les ratures et les surcharges, mentionnez le numéro du dossier puis celui de la question
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation de la copie

**DOSSIER 1 : DYSFONCTIONNEMENTS DES MARCHES ET POLITIQUES ECONOMIQUES
COJONCTURELLES AU SERVICE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

DOCUMENT 1 : Le marché des eaux embouteillées au Maroc

Le marché des eaux embouteillées au Maroc est en pleine croissance. L'offre, faite par un nombre limité de producteurs, se développe rapidement pour faire face à une demande de plus en plus dynamique passant de 586 à 786 millions de litres entre 2010 et 2013.

Avec un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de DH, ce marché demeure très concentré, deux grands opérateurs, les eaux minérales d'Oulmès et Sotherma, captent une part de marché de plus de 90%. Globalement, ce marché est assez étroit et difficile à pénétrer vu les investissements lourds à engager. Les marques importées restent limitées et destinées à une clientèle particulière de par leur prix élevé et leur ciblage des hôtels et des restaurants de luxe. En somme, le marché demeure relativement protégé contre l'importation, l'ensemble des opérateurs locaux se livre donc à une concurrence de plus en plus rude.

Sources : www.leconomiste.com du 15-07-2014 et www.lavieeco.com du 05-05-2011 (texte adapté)

DOCUMENT 2 : Pour une dynamisation de la bourse des valeurs de Casablanca (BVC)

Depuis l'introduction de Maroc Telecom en 2004, le directeur de la BVC souhaite au moins une autre opération de la même envergure pour relancer le marché. La culture de la finance directe doit encore se développer au Maroc. En outre, l'obligation de transparence liée à une introduction en Bourse fait peur aux entreprises, la crainte d'un contrôle fiscal les repousse : «L'Etat devrait envisager une amnistie (grâce) fiscale pour les entreprises qui s'introduisent en Bourse», propose le directeur de la BVC.

(...) Le MASI est en baisse depuis des années, passant de 12 655,20 fin 2010 à 9 620,11 fin 2014. En même temps les échanges poursuivent leur baisse. Cette situation s'explique par la faiblesse du nombre d'investisseurs actifs sur le marché mais aussi par le niveau extrêmement faible du flottant « la part cotée en bourse du capital de l'entreprise ». Le rêve du directeur de la BVC est que les entreprises qui s'introduisent ouvrent un minimum de 20% de leur capital au marché.

Le développement de la Bourse devrait être bénéfique pour l'économie, «un marché financier dynamique rapporte des points de croissance supplémentaires à l'économie» relève le patron de la Bourse.

Sources : L'Economiste du 17-09-2014 et www.casablanca-bourse.com (texte adapté)

DOCUMENT 3 : Quelques agrégats de l'économie marocaine en 2014 (estimations)

A prix constants		Part en %	Variation en % 2014/2013	A prix courants		
				Montant (en millions de DH)	Variation en % 2014/2013	
Valeur ajoutée	Activités primaires	15,2	18,7	PIB	872 791	5,5
	Activités secondaires	27,0	0,3	FBCF	263 272	1,7
	Activités tertiaires	57,8	2,7	DCF(*)	689 954	5,4
PIB		100	4,4	Epargne nationale brute	231 999	9,8

Source : Budget économique exploratoire 2015, HCP

(*) Dépenses de consommation finale

DOCUMENT 4 : Contenu en emplois de la croissance

Le Maroc compte de plus en plus de chômeurs. En effet, le taux de chômage a atteint **10,2%** au premier trimestre 2014 contre 9,4% au premier trimestre 2013. Parallèlement, la population active en chômage est ainsi passée de 1 077 000 à 1 191 000 personnes, soit 114 000 chômeurs en plus.

(...) Au Maroc, il y a une faible corrélation (relation) entre la croissance économique et la création d'emplois. Ce qui veut dire que la croissance est certainement une condition nécessaire, mais sans doute insuffisante pour créer des emplois à la mesure des attentes. Ainsi, au Maroc, lorsque le PIB augmente de 1%, il génère la création d'environ 30 000 emplois. C'est clairement insuffisant au regard de l'offre du travail qui augmente en moyenne annuelle de l'ordre de 180 000 personnes.

Source : www.Aujourd'hui.ma du 06-05-2014 et www.lavieeco.com du 24-11-2014 (texte adapté)

DOCUMENT 5 : Faut-il craindre une montée de l'inflation ?

Depuis environ une vingtaine d'années, la variation des prix n'a pas dépassé une moyenne de 2% par an. Il faut dire que si l'inflation au Maroc est restée à un niveau bas, c'est parce que, pour l'essentiel, elle est absorbée par le budget de l'Etat. En d'autres mots, l'inflation a été prise en charge par les pouvoirs publics grâce au rôle d'amortisseur social que la caisse de compensation a joué jusque-là. A moyen terme, Bank Al-Maghrib, le principal concerné par l'inflation, prévoit une bonne maîtrise de celle-ci et la juge conforme à l'objectif de stabilité des prix.

(...) Selon certains économistes, un peu d'inflation n'a rien de dramatique et c'est même « bon » pour la croissance, par ailleurs, ils ont même établi une corrélation négative à court terme entre inflation et le chômage. Mais, quand elle dépasse un certain niveau, elle devient ruineuse...

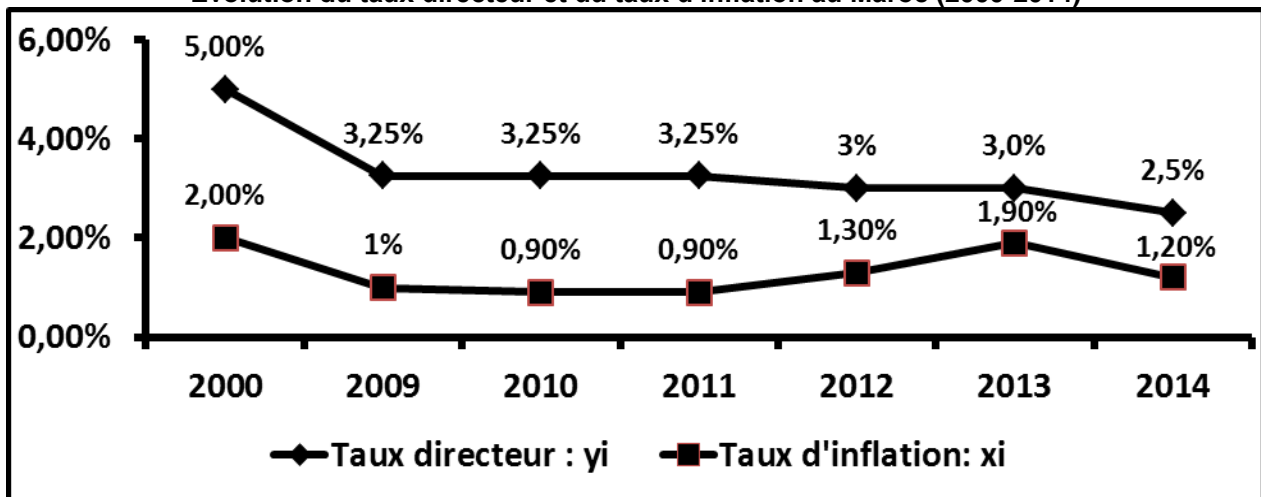
Source : www.lavieeco.com du 31-03-2014 (texte adapté)

DOCUMENT 6 : Taux directeur et taux d'inflation : quelle relation ?

En baissant son taux directeur de 3% à 2,75% puis à 2,5%, Bank Al-Maghrib (BAM) a fait un cadeau de Noël inattendu pour l'économie. Le contexte macroéconomique s'y prête parfaitement, justifie le gouverneur de la BAM et c'était donc le moment d'injecter encore un peu de liquidités dans l'économie. En effet, pour l'année 2014, la croissance économique devrait rester faible autour de 2,5%. L'inflation n'a jamais été aussi basse, elle se rapproche de zéro et BAM rejette tout scénario de déflation. Fin octobre 2014, le taux d'inflation s'établissait à 0,3% contre 2,1% pour la même période de 2013 avec une décélération de l'inflation sous-jacente qui devrait s'établir à 0,4% pour l'ensemble de l'année 2014. La baisse du taux directeur de BAM s'aligne donc sur le principe selon lequel « **le taux de refinancement des banques est principalement déterminé par le niveau de l'inflation** ».

Après la baisse du taux directeur, les taux d'intérêts débiteurs des banques suivraient-ils le mouvement de BAM ?

Evolution du taux directeur et du taux d'inflation au Maroc (2000-2014)



Source : www.lavieeco.com du 24-09-2014 et www.leconomiste.com du 17-12-2014 (texte adapté)

DOCUMENT 7: Le budget entre la relance et la maîtrise du déficit au Maroc

Selon le ministre des finances « le budget 2015 "n'est pas austère", il reflète plutôt une politique de relance », la loi de finances 2015 au Maroc vise principalement le soutien de la croissance économique pour atteindre 4,4%, la réduction du déficit budgétaire à 4,3% du PIB, l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale, la promotion de l'emploi et de l'investissement privé et le soutien de l'entreprise.

Pour atteindre ces finalités, la réforme fiscale sera poursuivie à travers la revue à la hausse du taux de la TVA sur certains produits, ainsi que la poursuite de **la réforme de la compensation, afin de réaliser des économies susceptibles de contribuer au financement et au renforcement de l'investissement productif** et les services sociaux. En plus, une enveloppe d'environ 52% du budget général sera accordée aux secteurs sociaux, outre que la création de 22 510 postes budgétaires. On assiste par ailleurs à la volonté de poursuivre la réalisation des grands chantiers d'infrastructure, d'accélérer l'exécution des stratégies sectorielles, de promouvoir les exportations...

Extrait du budget général, loi des finances 2015 (Maroc) (En milliards DH)

Dépenses		Variation en % 2015/2014	Ressources		Variation en % 2015/2014
Dépenses de fonctionnement	194,70	-2,36	Recettes fiscales	184,60	2,56
dont : charges de compensation	23,00	-30,30			
Dépenses d'investissement	54,00	9,09	Recettes ordinaires non fiscales	15,40	-3,75
Dépenses de la dette	68,00	18,47			
dont : intérêts et commissions	26,50	10,42			
Total des dépenses	316,70	3,40	Total des ressources	268,00	2,25

Sources : www.lavieeco.com du 23-12-2014 et www.finances.gov.ma

TRAVAIL A FAIRE :

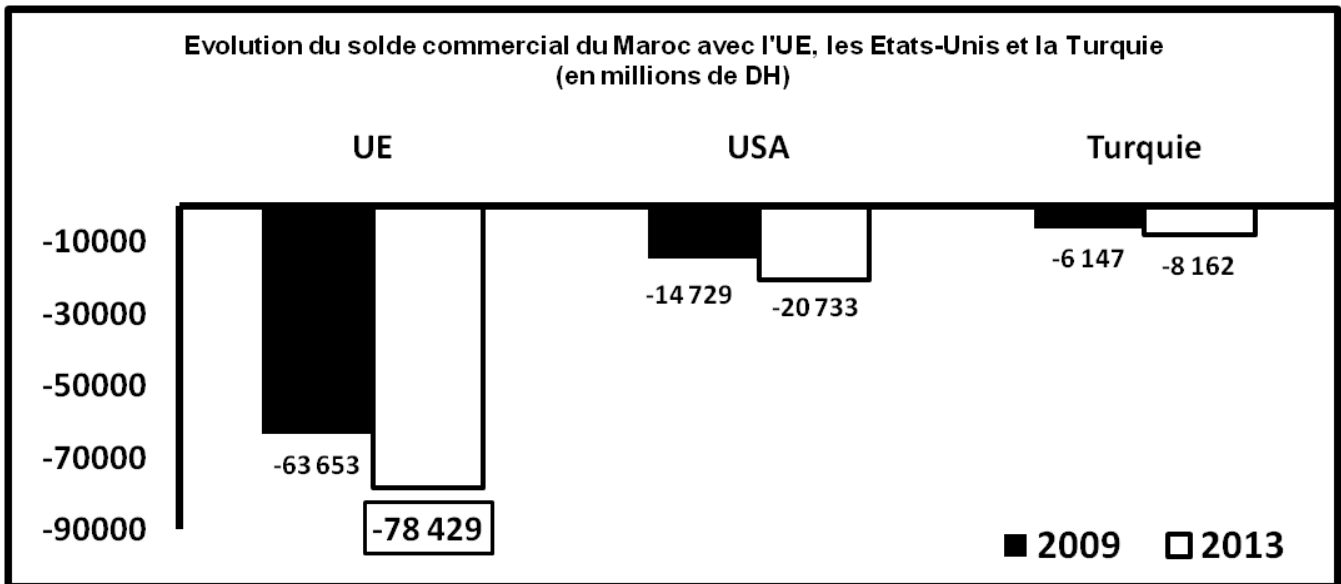
10,00 points

DOCUMENTS DE REFERENCE	N° DE QUESTION	QUESTIONS	BAREME
Document 1	1	a- Identifiez le régime du marché, justifiez ; b- Complétez l'ANNEXE N°1, page 6	0,50 0,75
Document 2	2	a- Complétez l'ANNEXE N°2, page 6 ; b- Expliquez la phrase en gras soulignée.	0,50 0,75
Document 3	3	a- Nommez la donnée en gras soulignée ; b- Expliquez l'évolution du PIB en complétant le texte lacunaire : ANNEXE N°3, page 6 c- Calculez et lisez : c1 - le RNBD en 2014 ; c2 - le taux d'épargne en 2014.	0,25 0,50 0,50 0,50
Document 4	4	a- Lisez la donnée en gras soulignée ; b- Déterminez le taux de la croissance économique nécessaire pour absorber l'augmentation moyenne annuelle de l'offre du travail au Maroc.	0,25 0,25
Document 5	5	a- Relevez un facteur contribuant à la maîtrise de l'inflation au Maroc ; b- Montrez comment l'inflation peut améliorer la croissance économique en complétant l'ANNEXE N°4, page 6.	0,25 0,50
Document 6	6	a- Complétez l'ANNEXE N°5, page 7 ; b- Expliquez la phrase en gras soulignée ; c- Déterminez l'équation de la droite d'ajustement linéaire, $y = ax + b$ selon la méthode des moindres carrés, méthode développée, avec : x_i : le taux d'inflation, y_i : le taux directeur ; sachant que : $\sum y_i = 23,25$; $\sum x_i = 9,2$; $\sum x_i y_i = 31,7$; $\sum x_i^2 = 13,36$. d- Déduisez le taux directeur prévisionnel correspondant au taux d'inflation de 10%.	1,00 0,50 1,00 0,25
Document 7	7	a- Relevez du texte une action budgétaire pour : a.1- lutter contre le chômage ; a.2- réduire le déficit budgétaire ; b- Calculez et lisez le solde ordinaire du BGE prévu en 2015 ; c- Sur la base du tableau, illustrez le passage en gras souligné du texte.	0,25 0,25 0,75 0,50

DOSSIER II : DESEQUILIBRES EXTERIEURS, OUVERTURE ECONOMIQUE ET STRATEGIES SECTORIELLES DE DEVELOPPEMENT**DOCUMENT 8 : Bilan des accords de libre échange**

Le Maroc s'est orienté depuis plusieurs années vers l'ouverture de son économie. Ce choix s'est concrétisé par l'adhésion à l'OMC, la signature de plusieurs accords de libre-échange (ALE) avec l'Union européenne (UE), les Etats-Unis, la Turquie, les pays de l'accord d'Agadir ... Le résultat, une hausse du taux d'ouverture de l'économie nationale qui est passé de 51% en 2000 à 64,8% en 2011.

En effet, entre 2000 et 2011, le taux de progression des exportations a été de 7,5% en moyenne annuelle contre 10,2% pour les importations, impliquant une forte dépendance de l'économie nationale des importations et une évolution du taux de pénétration durant les dernières années. Les importations couvrent désormais 33,6% en moyenne du marché intérieur durant la période 2006-2011 contre 27,6% sur la période 2000-2005.



Sources : « Compétitivité des exportations marocaines : quel bilan ? », Ministère des finances, mai 2013 et Rapport annuel sur le commerce extérieur 2013, Office des changes (texte adapté)

DOCUMENT 9 : Inquiétant déficit courant

Au plan de la viabilité externe de l'économie marocaine en 2013, l'inquiétant déficit courant, et plus particulièrement celui de la balance commerciale, renvoie inéluctablement à la problématique de la compétitivité de l'offre exportable, qui reste limitée aussi bien en termes de contenu que de destination. Son redressement demeure tributaire de la concrétisation des politiques sectorielles, avec notamment le développement de la recherche et de l'innovation et l'amélioration de la formation et du climat des affaires.

Le projet des métiers mondiaux du Maroc constituerait un des leviers de cette offre exportable, comme en témoigne la performance remarquable de la branche construction automobile cette année qui a permis au Maroc de se positionner désormais en plateforme régionale compétitive de production et d'exportation. En outre, l'optimisation de la mise en œuvre des accords de libre échange, avec des économies de même niveau de développement, peut constituer une solution.

Extrait des soldes de la balance des paiements marocaine en 2013 (en milliards de DH)

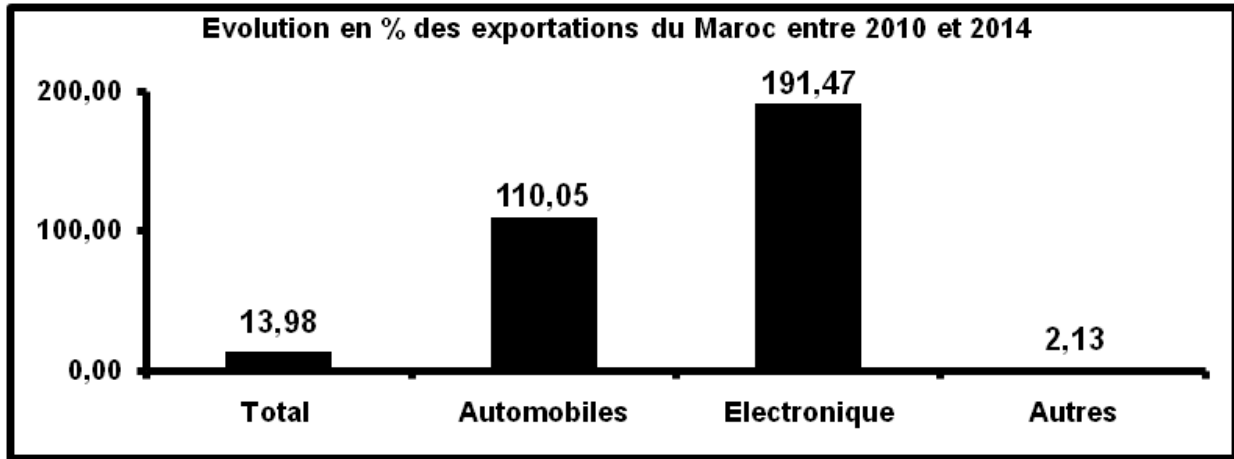
Compte des transactions courantes	... ?...
Biens	-171,3
Services	+46,7
Revenus	-14,9
Transferts courants	+73,3
Compte de capital et d'opérations financières	+63,4

Source : Office des changes et rapport BAM 2013 (texte adapté)

DOCUMENT 10 : Stratégies sectorielles et balance commerciale

(...) Dans le cadre du plan émergence, la promotion des métiers mondiaux du Maroc a permis au pays de percer dans les secteurs de l'automobile, de l'électronique ... ce qui s'est traduit par l'arrivée de géants mondiaux comme Renault-Nissan. En 2014, le secteur automobile a occupé la première place des exportations du royaume, davantage que les phosphates. Les ventes à l'international de l'automobile ont enregistré un bond de 26,24% contribuant à l'amélioration du solde commercial en 2014.

Comme prolongement du plan émergence, le plan national d'accélération industrielle (PNAI), se fixe pour objectif d'améliorer le rythme d'évolution du secteur industriel. **Ce programme d'accélération industrielle devrait conduire à la valorisation de l'offre exportable et à la promotion de certaines industries de substitution aux importations**, grâce à une diversification et un élargissement du tissu industriel notamment par la promotion des métiers mondiaux du Maroc. Ainsi, la part de l'industrie dans le PIB devrait croître de 14% en 2014 à 23% en 2020.



Source : www.leconomiste.com (texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE

09,50 points

DOCUMENTS DE REFERENCE	N° DE QUESTION	QUESTIONS	BAREME
-----	8	Cochez la bonne réponse, l'ANNEXE n° 6, page 7 ;	0,50
Document 8	9	a- Lisez la donnée encadrée du graphique ;	0,25
		b- Complétez l'ANNEXE n° 7, page 7 ;	0,75
		c- Commentez le bilan des ALE signés par le Maroc avec l'UE, les Etats-Unis et la Turquie.	1,00
Document 9	10	a- Calculez et lisez la donnée manquante ;	0,75
		b- Relevez deux solutions pour remédier à la problématique de la compétitivité de l'offre exportable ;	0,25
		c- Expliquez comment les ALE avec les pays du sud peuvent améliorer le solde commercial marocain.	0,75
Document 10	11	a- Analysez l'évolution des exportations marocaines entre 2010 et 2014 ;	1,00
		b- Expliquez le passage en gras souligné ;	0,50
		c- En Déduisez l'effet attendu de la réussite du PNAI sur le solde commercial marocain.	0,25
Documents : 8, 9 et 10	12	<p>Question de synthèse :</p> <p>L'économie marocaine souffre d'un déficit chronique du compte des transactions courantes, en raison notamment du grand déséquilibre de la balance commerciale.</p> <p>Conscients de ce déséquilibre commercial, les pouvoirs publics ont mis en place plusieurs actions pour y faire face.</p> <p>Sur la base des documents ci-dessus et de vos connaissances acquises, présentez les facteurs explicatifs du déficit commercial au Maroc et exposez les mesures mises en place et celles nécessaires pour y remédier.</p> <p>NB :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La synthèse doit être structurée en : Introduction, développement et conclusion ; - Il est souhaitable d'éviter la rédaction sous forme de tirets. 	3,5

N.B : 0,5 pt pour la présentation de la copie.

ANNEXES A COMPLETER ET A REMETTRE AVEC LA COPIE

ANNEXE N°1 :

Ce marché vérifie les conditions de la concurrence pure et parfaite suivantes :	Vrai	Faux	Justification
Atomicité			
Fluidité (libre entrée et sortie)			

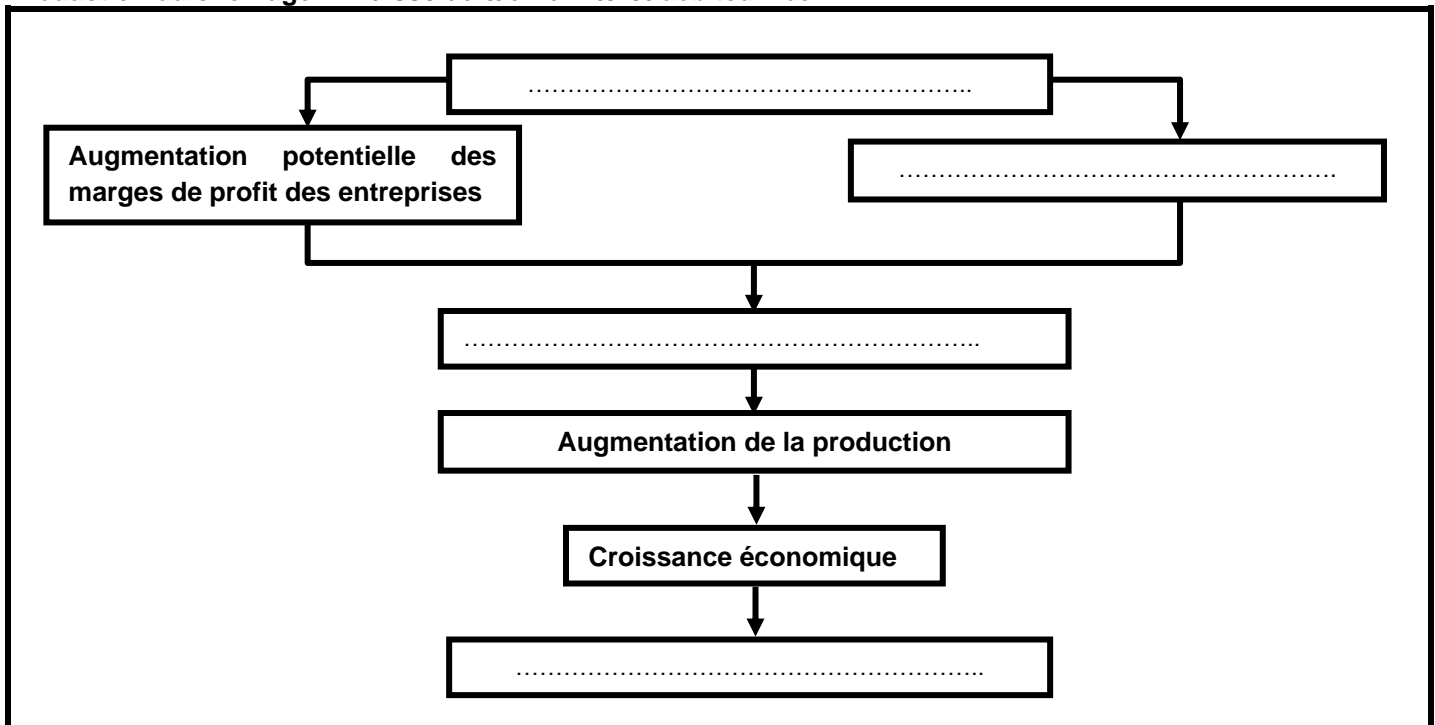
ANNEXE N°2 : Complétez en relevant du document n°2 :

Deux causes de la faiblesse de la BVC	Deux solutions pour dynamiser la BVC

ANNEXE N°3 : Complétez le texte lacunaire par les éléments suivants : **PIB ; 4,4%; activités primaires ; 18,7% ; 15,2% ; constant**

A prix, la croissance réelle de l'économie marocaine a atteint en 2014 suite à la bonne performance des qui ont progressé de Malgré cette bonne performance, ces activités ne représentent que du en 2014.

ANNEXE N°4 : Complétez le schéma par les expressions suivantes: **Incitations à investir - Faible inflation - Réduction du chômage - Baisse du taux d'intérêt débiteur réel**



ANNEXES A COMPLETER ET A REMETTRE AVEC LA COPIE

ANNEXE N°5 :

Action de la politique monétaire	Objectif intermédiaire de la politique monétaire	Objectif final de la politique monétaire	Nature de la politique monétaire

ANNEXE N°6 : Cochez la réponse juste

1- Le protectionnisme tarifaire se traduit par :

- La fixation de contingents aux importations ;
- La fixation de quotas aux importations ;
- La fixation des droits de douanes aux importations ;
- La fixation de normes à respecter par les importations.

2- La théorie des avantages absolus est une théorie de :

- Adam Smith ;
- David Ricardo ;
- John Maynard Keynes ;
- Friedrich List.

3- Le sous-développement selon l'économiste SAMIR AMIN est le résultat de :

- L'exploitation des pays de la périphérie par les pays du centre ;
- Le cercle vicieux de la pauvreté ;
- Le dualisme de l'économie ;
- La désarticulation de l'économie.

4- Le développement est :

- L'ensemble des changements mentaux et sociaux qui accompagnent et entretiennent la croissance économique ;
- L'ensemble des changements économiques qui accompagnent et entretiennent la croissance économique ;
- La combinaison d'une croissance économique élevée et de grandes disparités sociales;
- La combinaison d'une longue espérance de vie, un revenu par habitant élevé et un fort taux d'analphabétisme;

ANNEXE N°7 :

Sur la période 2000 - 2011, l'ouverture de l'économie marocaine a eu pour effet :	Vrai	Faux	Justification
L'amélioration du taux de couverture			
La baisse du taux de pénétration			